

L'IRAN AU CENTRE DE LA VISITE DE GEORGE W. BUSH AU MOYEN-ORIENT

Par Raphaël RAMOS, chercheur associé à l'ESISC

En se rendant dans une région qui aura incontestablement marqué son mandat, le président George W. Bush a démontré une nouvelle fois l'importance croissante du Moyen-Orient pour les Etats-Unis et leur sécurité. Le processus de paix, les ambitions nucléaires de Téhéran, la situation en Irak et l'instabilité au Liban sont autant de dossiers sensibles que M. Bush va devoir traiter avant de quitter la Maison-Blanche en janvier 2009. Parmi ces questions, l'Iran apparaît comme la préoccupation majeure de l'administration américaine et de nombreux pays de la région.

Le 6 janvier dernier, l'incident naval du détroit d'Ormuz impliquant des bâtiments de la Marine américaine et des embarcations des Gardiens de la Révolutions donnait une nouvelle illustration de l'extrême précarité dans laquelle se trouve la région. Par ailleurs, le récent rapport des services de renseignement américains affirmant que l'Iran avait mis un terme à son programme nucléaire en 2003 a été perçu par les alliés des Etats-Unis dans la région comme le signe d'une possible inflexion de la position de l'administration Bush sur ce sujet.

Pour ces raisons, la question de l'Iran a occupé une place centrale dans les rencontres organisées à l'occasion de la visite du président Bush en Israël, en Cisjordanie, au Koweït, à Bahreïn, aux Emirats arabes unis, en Arabie saoudite et en Egypte. A l'heure du bilan, trois objectifs ont transparu de la tournée du président américain à propos du dossier iranien. Tout d'abord, M. Bush tenait à rassurer Israël de sa détermination à lutter contre la menace iranienne. Ensuite, il voulait convaincre les monarchies du Golfe de la nécessité de poursuivre une politique d'isolement contre Téhéran. Enfin, il souhaitait renforcer la coopération entre Washington et les pays de la péninsule arabique dans le domaine de la sécurité.

1. Dissiper la confusion créée par le rapport du renseignement américain en Israël

C'est en Israël que M. Bush a débuté sa tournée moyen-orientale le 9 janvier 2008. Le président américain a été reçu par son homologue israélien, Shimon Peres, ainsi que par le Premier ministre Ehud Olmert pour ce qui constituait sa première visite de l'Etat hébreu depuis son arrivée à la Maison-Blanche. La question du processus de paix a occupé une

grande partie du séjour du président américain en Israël et en Cisjordanie¹. Si ce point était officiellement l'objet principal de cette visite, elle aura également permis à M. Bush d'évoquer le dossier iranien et le récent rapport du renseignement américain avec les principaux dirigeants israéliens.

♦ *Inquiétudes israéliennes*

Le 2 décembre 2007, les services de renseignement américains créaient la surprise en affirmant avec un « *haut degré de confiance* » que Téhéran avait interrompu son programme nucléaire à l'automne 2003². En allant à l'encontre de la ligne défendue par l'administration Bush, les conclusions discutables de cette NIE³ (*National Intelligence Estimate*) ont renforcé la République islamique dans sa posture de défiance à l'égard des Etats-Unis et de la communauté internationale. Elles ont également fait planer le doute sur la fermeté de la position américaine sur le dossier iranien. Dans les faits, ce rapport limite la marge de manœuvre de l'administration Bush et réduit la probabilité d'une intervention militaire américaine.

En Israël, la question des ambitions nucléaires iraniennes est prise très au sérieux. Cela explique la surprise avec laquelle les conclusions de la NIE sur l'arrêt du programme nucléaire de Téhéran ont été accueillies. **Elles ont d'ailleurs été publiquement contestées par le ministre de la Défense israélien Ehud Barak.** D'après ce dernier, la trêve constatée par les services américains n'aurait pas duré longtemps et le programme nucléaire iranien aurait repris⁴. En affaiblissant la position de l'administration Bush, ce rapport a suscité de l'inquiétude chez les dirigeants israéliens quant à l'évolution de la politique américaine sur ce dossier. **Interprétées par certains comme le signal de la « fin de l'engagement des Etats-Unis aux côtés d'Israël », les conclusions de la NIE ont renforcé la probabilité de frappes militaires unilatérales de l'Etat hébreu contre l'Iran⁵.** Cette hypothèse semble en effet de plus en plus crédible alors que le processus diplomatique peine à donner des résultats et que la marge de manœuvre de Washington semble désormais réduite. On se rappelle en effet qu'au pied du mur, Israël n'a jamais hésité à intervenir militairement face à ce type de menace. En 1981, l'aviation israélienne a détruit le réacteur d'Osirak en Irak. En septembre dernier, un raid aérien a été mené contre des installations nucléaires en Syrie.

♦ *Garanties américaines*

Le président Bush comptait donc utiliser ce voyage comme un moyen de rassurer le gouvernement de M. Olmert de sa détermination à empêcher Téhéran de se doter de l'arme nucléaire. Avant même son départ pour le Moyen-Orient, il avait déclaré à un quotidien israélien qu'il se rendait dans la région pour rappeler que les Etats-Unis perçoivent toujours « *l'Iran comme une menace* » et que la NIE « *ne*

¹ Ilene R. Prusher, « On Mideast trip, Bush hopes to propel historic Israeli-Palestinian peacemaking », *The Christian Science Monitor*, 10 janvier 2008. <http://www.csmonitor.com/2008/0110/p01s07-wome.html?page=1>

² *Iran : Nuclear Intentions and Capabilities*, National Intelligence Estimate, Office of the Director of National Intelligence, novembre 2007, p. 6.

http://www.dni.gov/press_releases/20071203_release.pdf

³ Sur ce sujet, voir Raphaël Ramos, *Iran : Quel crédit doit-on accorder au revirement du renseignement américain ?*, ESISC, 4 janvier 2008. <http://www.esisc.eu/documents/pdf/fr/iran-et-renseignement-americain-339.pdf>

⁴ « Israel's defense minister disputes U.S. assessment on Iran », *The Associated Press*, 4 décembre 2007. <http://www.iht.com/articles/ap/2007/12/04/africa/ME-GEN-Israel-Iran.php>

⁵ Michael Hirsh, « What Will Israel Do ? », *Newsweek*, 20 décembre 2007. <http://www.newsweek.com/id/81215>

*réduit pas cette menace mais la clarifie*⁶ ». Ces déclarations ont dû quelque peu rassurer MM. Olmert et Barak qui comptaient néanmoins présenter au président américain les informations qui leur permettaient de croire que les conclusions de la NIE étaient erronées⁷.

Interrogé sur la pertinence de la NIE lors d'une conférence de presse, M. Bush a minimisé la portée des conclusions de ses services de renseignement sans pour autant les désavouer. Il a en revanche insisté sur le fait que le rapport démontrait l'existence d'un programme nucléaire militaire en Iran. Pour M. Bush, ceci valide la position américaine selon laquelle la République islamique demeure une menace sérieuse qui doit être appréhendée comme telle. Il a par ailleurs réaffirmé sa détermination à « *maintenir la pression* » sur Téhéran afin de « *trouver une issue diplomatique*⁸ ». **En privé, le président américain, qui avait informé Ehud Olmert du contenu de la NIE lors de la conférence d'Annapolis, aurait assuré le Premier ministre israélien qu'il ne partageait pas les conclusions du rapport.** Après le départ du président américain, M. Olmert a affirmé être « *très satisfait* » de ses échanges avec M. Bush à propos de l'Iran⁹.

2. Convaincre les pays du Golfe de soutenir la politique d'isolement

Dans la seconde partie de son voyage, le président américain s'est rendu dans la région du Golfe persique. Il y a rencontré les dirigeants du Koweït, de Bahreïn, des Emirats arabes unis et d'Arabie saoudite. M. Bush a ainsi cherché à convaincre ses alliés de longue date de la nécessité de maintenir Téhéran sous pression.

♦ *Réticences à propos de la politique américaine à l'égard de l'Iran*

En se rendant dans le Golfe, le président Bush avait conscience des doutes de ses alliés sunnites quant à sa politique d'isolement de la République islamique. **Malgré l'inquiétude manifestée par ces différents Etats, il convient de noter que ces derniers sont très réticents à l'idée d'un nouveau conflit armé dans la région.** Ainsi, le Koweït a déjà fait savoir qu'il n'autoriserait pas les Etats-Unis à utiliser son territoire pour lancer une attaque contre Téhéran¹⁰. L'émirat, qui abrite une des plus importantes bases américaines de la région, se trouve en effet dans une situation délicate, partagé entre son alliance stratégique avec les Etats-Unis et les bonnes relations qu'il souhaite entretenir avec l'Iran. D'ailleurs, quelques jours seulement après le départ du président américain, le ministre des Affaires étrangères koweïtien déclarait, lors d'une rencontre avec son homologue iranien, savoir faire la différence entre ses amis et ses ennemis avant d'ajouter que l'Iran était un ami du Koweït¹¹.

La situation est identique à Bahreïn où se trouve le quartier général de la Cinquième Flotte des Etats-Unis. Dans un royaume où la majorité de la population est chiite alors que le roi est sunnite, la question d'une intervention militaire américaine contre Téhéran est très impopulaire. **Si les autorités locales sont préoccupées par les ambitions nucléaires d'un Etat qui a, par le passé, émis des revendications territoriales sur**

⁶ Michael Abramowitz, Ellen Knickmeyer, « As Bush Heads to Mideast, Renewed Questions on Iran », *The Washington Post*, 7 janvier 2008. <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2008/01/06/AR2008010601574.html>

⁷ Barak Ravid, « Barak to explain to Bush why American intelligence is wrong about Iran's nukes », *Haaretz*, 7 janvier 2008. <http://www.haaretz.com/hasen/spages/942092.html>

⁸ *President Bush and Prime Minister Olmert Participate in Joint Press Availability*, Office of the Press Secretary, 9 janvier 2008. <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2008/01/20080109-4.html>

⁹ Michael Hirsh, « Bothersome Intelligence on Iran », *Newsweek*, 21 janvier 2008. <http://www.newsweek.com/id/91673>

¹⁰ « Bush rend visite à la Ve Flotte sur fond de tension avec l'Iran », Reuters, 13 janvier 2008. <http://www.lemonde.fr/web/depeches/0,14-0,39-33882278@7-37,0.html?xtor=RSS-3208>

¹¹ Scott MacLeod, « Bad Reviews for Bush in the Mideast », *Time*, 16 janvier 2008. <http://www.time.com/time/world/article/0,8599,1704296,00.html>

l'île, elles demeurent hostiles à tout conflit armé avec l'Iran afin de préserver les liens entre les deux pays¹².

Pour les Emirats arabes unis (EAU), les relations avec la République islamique sont également très importantes. **Les liens commerciaux entre les deux Etats connaissent une croissance très importante.** En 2006, l'Iran a importé des biens des EAU pour une valeur de plus de douze milliards de dollars. Dubaï doit ainsi une grande partie de sa prospérité à ses échanges commerciaux avec l'Iran. De plus, un nombre croissant de sociétés iraniennes vient s'installer dans l'émirat pour contourner les sanctions économiques imposées par la communauté internationale¹³. Les liens bancaires qui se sont développés entre Dubaï et Téhéran constituent une source de préoccupations pour Washington et sa politique d'isolement¹⁴.

L'Arabie saoudite, allié stratégique des Etats-Unis dans la région, se montre elle aussi prudente face à la politique de l'administration Bush sur le dossier iranien. **Une semaine avant l'arrivée du président américain, le ministre des Affaires étrangères saoudien déclarait que son pays s'opposerait à une confrontation militaire dans le Golfe¹⁵.** La monarchie saoudienne semble en effet favoriser le dialogue à l'isolement dans sa politique à l'égard de Téhéran. La récente réception du président iranien Mahmoud Ahmadinejad par les autorités saoudiennes à l'occasion du pèlerinage annuel de La Mecque en est une illustration¹⁶.

♦ Ménager ses alliés sur la question de la démocratie pour renforcer la coopération sur le dossier iranien

C'est conscient de ces réalités que le président Bush s'est rendu dans le Golfe pour, officiellement, y faire la promotion de la démocratie. Le point d'orgue de cette tournée devait être le discours prononcé à Abou Dhabi le 13 janvier. **George Bush y a fait l'éloge de la liberté et de la justice en reconnaissant les progrès réalisés par certains Etats de la région. Il n'a cependant pas manqué d'évoquer le chemin restant à parcourir sans pour autant citer de pays ou des dirigeants** même si une allusion à l'Egypte a été relevée. S'agissant de l'Iran, il a réaffirmé qu'il était le principal soutien du terrorisme dans le monde. Et d'ajouter que « *les actions de l'Iran menacent la sécurité des pays à travers le monde* ». Le président américain a cherché à rassurer ses alliés de la région : « *les Etats-Unis renforcent donc leur vieil engagement en matière de sécurité auprès de leurs amis dans le Golfe et rassemblent des amis dans le monde pour faire face à ce danger avant qu'il ne soit trop tard¹⁷* ».

Toutefois, ce discours et les différentes rencontres organisées avec les pays du Golfe ne semblent pas avoir donné de résultats concrets sur le dossier iranien. Si ces derniers partagent l'inquiétude de Washington quant aux ambitions de Téhéran, ils n'en demeurent pas moins attachés à la stabilité de la région et perçoivent l'Iran comme un voisin avec lequel

¹² « Bush's Visit to Bahrain, A Push for Further Cooperation Says State Minister », Bahrain News Agency, 12 janvier 2008. <http://english.bna.bh/?ID=65923>

¹³ Michael Jacobson, « Pressure Gauges », *Guardian Online*, 16 janvier 2008. <http://www.washingtoninstitute.org/templateCo6.php?CID=1121>

¹⁴ Daniel Dombey, Simeon Kerr, « Bush plays down call for Gulf reforms », *The Financial Times*, 13 janvier 2008. http://www.ft.com/cms/s/0/884c7df6-c211-11dc-8fba-0000779fd2ac.dwp_uuid=f98b03ba-4d11-11da-ba44-0000779e2340.html

¹⁵ Damien McElroy, « George Bush calls Iran 'leading terror sponsor' », *The Daily Telegraph*, 13 janvier 2008. <http://www.telegraph.co.uk/news/main.jhtml?xml=/news/2008/01/13/wiran213.xml>

¹⁶ « Ahmadinejad effectue le pèlerinage de La Mecque », *NouvelObs.com*, 17 décembre 2007. http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/international/proche_moyenorient/20071217.OBS0524/ahmadinejad_effectue_le_pelerinage_de_la_mecque.html

¹⁷ *President Bush Discusses Importance of Freedom in the Middle East*, Office of the Press Secretary, 13 janvier 2008. <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2008/01/20080113-1.html>

il faut dialoguer. **Cette tournée semble ainsi avoir montré les limites de l'influence de l'administration Bush sur ses alliés du Golfe.** L'exemple le plus emblématique de cette réalité est le refus saoudien d'augmenter sa production de pétrole afin d'en faire baisser les coûts. Le ministre saoudien du pétrole a répondu à la demande du président américain que son pays augmenterait sa production « *quand le marché l'exigera*¹⁸ ». Par ailleurs, la visite de Nicolas Sarkozy en Arabie saoudite, au Qatar et aux EAU en même temps que son homologue américain a illustré la volonté des pays du Golfe de diversifier leurs relations avec l'Occident.

La tournée de M. Bush aura néanmoins permis de soulever la question des relations bancaires entre Téhéran et ses voisins. Dans ce domaine, quelques avancées ont été constatées. **A Bahreïn, l'établissement *Ahli United Bank* dont les liens avec Téhéran sont importants a fait savoir qu'il suspendait ses relations avec l'Iran à l'occasion de la visite du président américain**¹⁹. Cette décision pourrait bien faire des émules auprès d'autres banques de la région, notamment aux Emirats arabes unis qui doivent une part non négligeable de leur prospérité à leurs relations avec Téhéran. Washington souhaiterait ainsi que Dubaï aille plus loin que les sanctions prévues par les Nations unies en mettant un terme à ses relations avec les banques iraniennes. Si l'on en croit le *Financial Times*, cette possibilité serait en train de gagner du terrain auprès de certains pays du Golfe²⁰.

3. Renforcer la coopération avec les pays du Golfe dans le domaine de la sécurité

Cette tournée du président Bush au Moyen-Orient aura enfin permis de finaliser la vente d'armes à certains Etats du Golfe comme l'Arabie saoudite. Cela s'inscrit dans un processus entrepris en 2006 par l'administration américaine et destiné à renforcer la coopération dans le domaine de la sécurité entre les Etats-Unis et les pays du Golfe. Il est évident que l'influence croissante de l'Iran au Moyen-Orient est un des principaux facteurs de ce rapprochement.

♦ Le Gulf Security Dialogue

Depuis la création du Conseil de coopération du Golfe (CCG) en 1981²¹, les administrations américaines successives ont manifesté leur volonté de collaborer avec cette instance régionale regroupant l'Arabie saoudite, le Koweït, Bahreïn, le Qatar, Oman et les Emirats arabes unis. Cet engagement des Etats-Unis auprès du CCG a pris diverses formes comme par exemple la vente d'armes, la mise en place de programmes de coopération militaire ou encore l'organisation d'exercices conjoints avec les forces armées locales. **Afin de renforcer la collaboration entre les Etats-Unis et le CCG dans le domaine de la défense, l'administration Bush a décidé de créer, en mai 2006, un organe de coordination spécifique : le *Gulf Security Dialogue* (GSD)**²².

¹⁸ Scott MacLeod, « Bad Reviews for Bush in the Mideast », *op. cit.*

¹⁹ Borzou Daragahi, « Bush fails to persuade Arab allies », *The Los Angeles Times*, 19 janvier 2008. <http://www.latimes.com/news/nationworld/world/middleeast/la-fg-iran19jan19.1.5147792.story?coll=la-middleeast>

²⁰ Daniel Dombey, Simeon Kerr, « Bush plays down call for Gulf reforms », *op. cit.*

²¹ Le CCG a été créé par les pays arabes du Golfe pour faciliter le dialogue entre ses membres sur les questions politiques et économiques et pour coordonner leurs activités dans le domaine de la sécurité. L'objectif du CCG était de minimiser les interventions extérieures dans les affaires du Golfe.

²² *The Gulf Security Dialogue and Related Arms Sale Proposals*, Congressional Research Service, RL 34322, 14 janvier 2008, pp. 1-2. <http://www.fas.org/sgp/crs/weapons/RL34322.pdf>

Le GSD est un forum permettant aux responsables américains et à leurs homologues du CCG de discuter d'initiatives bilatérales ou multilatérales dans six principaux domaines : l'amélioration des capacités de défense et de l'interopérabilité du CCG, les questions touchant à la sécurité régionale, la prolifération, le contre-terrorisme, la protection des infrastructures sensibles et l'Irak. Toutefois, il convient de mentionner que le GSD est surtout utilisé dans un cadre multilatéral²³. Il n'est pas censé interférer avec les arrangements bilatéraux qui peuvent exister entre les Etats-Unis et les membres du CCG. Pour les responsables américains, la mise en place de cette structure vise, à terme, à réduire la dépendance des pays du Golfe vis-à-vis des Etats-Unis. C'est dans cette optique que s'inscrivent les récentes ventes d'armes discutées par le président Bush lors de sa visite au Moyen-Orient.

♦ *Les ventes d'armes aux pays du Golfe*

La visite de George Bush dans le Golfe persique a en effet permis de finaliser plusieurs contrats d'armements discutés depuis l'été dernier avec les six membres du CCG²⁴. Leur montant total est estimé à plus de vingt milliards de dollars. Le plus important de ces contrats concerne l'acquisition par l'Arabie saoudite de bombes dites intelligentes. La monarchie va notamment recevoir 900 kits JDAM (*Joint Direct Attack Munition*). Placés sur des bombes traditionnelles, les JDAM permettent d'en augmenter sensiblement la précision grâce à un guidage satellitaire. La valeur de ces kits est estimée à environ 120 millions de dollars²⁵. Les Emirats arabes unis seraient également en passe d'acquérir 200 kits JDAM²⁶. **Par le biais de ces contrats, l'administration américaine entend contrer le développement de l'influence de Téhéran au niveau régional. Elle espère également que le renforcement de la coopération militaire avec ces Etats les incitera à adhérer à la politique américaine d'isolement de l'Iran.** Le détail de l'ensemble de ces contrats a été rendu public dans un document du service de recherche du Congrès américain²⁷.

Bien que ces transactions s'inscrivent dans la continuité d'une politique de coopération militaire avec les pays du CCG datant du début des années 1980, elles sont à l'origine de polémiques aux Etats-Unis et en Israël. Le système JDAM étant une arme offensive, sa vente à des Etats ne reconnaissant pas l'existence d'Israël ne fait pas l'unanimité parmi les parlementaires américains. Le Congrès dispose d'un droit de veto concernant les ventes d'armes mais il y a peu de chances pour que ces contrats ne soient pas validés²⁸. Par ailleurs, les autorités israéliennes ont fait part de leur inquiétude à propos de ces ventes d'armes de haute technologie. Elles avaient toutefois été rassurées par Washington dès juillet 2007. Alors que les contrats avec les pays du CCG étaient discutés, l'administration Bush accordait à l'Etat hébreu une aide militaire estimée à plus de trente milliards de dollars sur les dix prochaines années. **Il a été convenu que les kits JDAM vendus à Israël dans le cadre de ces nouveaux contrats seraient plus perfectionnés que ceux dont**

²³ *Ibid.*, p. 2.

²⁴ Davis S. Cloud, « U.S. Set to Offer Huge Arms Deal to Saudi Arabia », *The New York Times*, 28 juillet 2007.

http://www.nytimes.com/2007/07/28/washington/28weapons.html?_r=1&adxnml=1&oref=slogin&adxnml=1201705652-a2VFuS3X8O8zc7TDpXP/ww

²⁵ James Gerstenzang, « U.S. offers Saudis 'smart' arms technology », *The Los Angeles Times*, 15 janvier 2008. <http://www.latimes.com/news/nationworld/world/middleeast/la-fg-bush15jan15.1.7703696.story?coll=la-middleeast>

²⁶ Walter Pincus, « A New Arms Race in the Gulf? », *The Washington Post*, 21 janvier 2008.

http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2008/01/20/AR2008012001818_pf.html

²⁷ *The Gulf Security Dialogue and Related Arms Sale Proposals*, Congressional Research Service, *op. cit.*

²⁸ James Gerstenzang, « U.S. offers Saudis 'smart' arms technology », *op. cit.*

disposera l'Arabie saoudite. Ceci devrait permettre de préserver l'avantage qualitatif de l'Etat hébreu dans le domaine militaire par rapport aux autres pays de la région²⁹.

4. Conclusion

Avec la relance du processus de paix, la question de l'Iran était au centre de la visite de George Bush au Moyen-Orient en ce début d'année 2008. En ayant recours à une forme de diplomatie plus personnelle, l'administration américaine a tenté de rassurer Israël et de convaincre les pays du Golfe du bien-fondé de la politique d'isolement de l'Iran. Sur le premier point, il semble que les doutes du président Bush sur la pertinence de la NIE aient convaincu les responsables israéliens du soutien des Etats-Unis face à la menace iranienne. En ce qui concerne les pays arabes, l'accueil chaleureux reçu par le locataire de la Maison-Blanche n'a pas permis de masquer le déclin de l'influence d'un président en fin de mandat, affaibli par la NIE et très impopulaire dans la région. Le refus essuyé par M. Bush sur la question du pétrole en Arabie saoudite ou l'annonce de l'ouverture d'une base militaire française à Abou Dhabi en sont des illustrations.

Cette tournée aura également permis d'observer ce qui peut être analysé comme un passage de témoin entre Washington et Jérusalem sur la question d'une éventuelle intervention militaire contre Téhéran. Le durcissement de la rhétorique des responsables israéliens ainsi que les conséquences de la NIE sur le poids de l'administration Bush semblent désormais placer l'Etat hébreu en première ligne sur ce dossier. C'est ce qu'a confirmé John Bolton, l'ancien ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU et partisan d'une ligne dure sur le nucléaire iranien. Selon M. Bolton, les chances que M. Bush autorise une action militaire contre l'Iran avant janvier 2009 sont désormais « *quasi nulles*³⁰ ».

Enfin, cette tournée présidentielle aura permis de mettre en lumière les contradictions des positions des pays du Golfe. A la suite de la parution de la NIE, ces derniers ont fait part de leurs inquiétudes face à ce qu'ils percevaient comme un désengagement de Washington. Aussitôt, le secrétaire à la Défense américain Robert Gates s'est rendu devant le CCG pour en rassurer les membres. Dans le même temps, ces Etat s'efforcent d'entretenir des relations de bon voisinage avec Téhéran. Ainsi, le président Mahmoud Ahmadinejad a eu sa première conversation téléphonique son homologue égyptien Hosni Mubarak. Il a également été reçu en Arabie saoudite alors que le ministre des Affaires étrangères koweïtien assurait l'Iran de l'amitié de son pays. Ces Etats doivent prendre conscience que cette attitude ambiguë est contre-productive et qu'elle participe au renforcement de l'instabilité qui caractérise la région.

Copyright© ESISC 2008
www.esisc.eu

²⁹ Dan Williams, « Israel to get smarter U.S.-made bombs than Saudis », Reuters, 13 janvier 2008. http://news.yahoo.com/s/nm/20080113/pl_nm/arms_israel_saudi_dc

³⁰ Barak Ravid, Yuval Azoulay, « Bolton: Chance Bush will okay Strike on Iran is 'close to zero' », Haaretz, 22 janvier 2008. <http://www.haaretz.com/hasen/spages/947169.html>